

## Préface

de Jacques Bouveresse

Le livre qu'on va lire est, comme l'explique son auteur, destiné à combler une lacune regrettable dans le récit des débats et des combats qui ont marqué l'histoire longue, compliquée et tourmentée de l'enseignement scolaire de la philosophie, une histoire dont il constate qu'elle est à peu près ignorée la plupart du temps des professeurs de philosophie, ce qui constitue un oubli malheureusement loin d'être sans conséquences :

« Cette amnésie historique rend possible la persistance d'une vision mythique, idéalisée et souvent passéiste de l'enseignement de philosophie, à la fois fausse et en décalage croissant avec la réalité de la classe de philosophie. Il existe pourtant des études et des ouvrages remarquables. Mais nous ne disposons d'aucune étude de la période la plus récente, celle qui de 1975 à 2005 s'est caractérisée par des conflits d'une rare violence au sein même de la corporation des professeurs de philosophie. Le conflit a culminé entre 1997 et 2002 dans une spectaculaire "guerre des programmes", au demeurant assez incompréhensible de l'extérieur. C'est qu'au-delà des *programmes*, la querelle portait sur les réponses à apporter à la crise de l'enseignement scolaire de philosophie confronté d'une part à la démocratisation du lycée et d'autre part aux transformations de la philosophie contemporaine » (p. 23).

On pourrait évidemment être tenté d'objecter qu'il n'y a là rien de particulièrement nouveau par rapport à une situation de crise qui, pour la discipline concernée, semble avoir toujours constitué plus ou moins la situation « normale ». Mais ce serait, estime avec raison Serge Cospérec, une erreur, pour la raison suivante :

« La crise des années 1975-2005 est bien différente. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle c'est la légitimité même d'un enseignement scolaire de la philosophie qui est contestée, il est même supprimé en 1852 avant d'être rétabli en 1863. Il ne se consolide qu'avec la III<sup>e</sup> République qui institue la "classe de philosophie", "couronnement des études secondaires". Beaucoup d'enseignants conservent la nostalgie de cette classe qu'ils n'ont jamais connue et dans laquelle ils n'auraient probablement jamais pu mettre les pieds. Si les nouvelles disciplines, séries et filières qui apparaissent avec le temps diminuent son hégémonie, la place et la fonction de l'enseignement de philosophie ne sont pas vraiment contestées jusqu'au milieu des années soixante-dix. [...] C'est ce qu'il faut avoir à

l'esprit pour comprendre l'enjeu de la "guerre des programmes". La crise des années 1975-2005 a en effet ceci d'inédit qu'elle porte sur la conception de l'enseignement scolaire de philosophie. Elle n'oppose pas la philosophie à des forces étrangères qui voudraient sa disparition mais divise les professeurs de philosophie en deux camps : d'un côté, ceux qui pensent qu'il est temps que la philosophie fasse son *aggiornamento*, qu'elle repense sa place au lycée, ses pratiques, ses exercices, ses objectifs ; de l'autre côté, ceux qui entendent ne rien changer et défendent *mordicus* le *statu quo* : un enseignement concentré en un an et pratiqué selon le modèle de la leçon-dissertation » (*ibid.*, p. 24).

Ce qui est susceptible de conférer une violence particulière à cette confrontation entre deux fractions opposées à l'intérieur d'une profession dont les membres sont censés en principe représenter et être chargés d'enseigner aux autres des vertus comme la distanciation critique, le détachement, la maîtrise de soi, la modération et la sagesse est évidemment le fait qu'en plus des « forces étrangères » à qui l'on attribue à tort ou à raison la volonté de la voir disparaître, il y a malheureusement aussi des forces internes qui, pour ceux qui jugent indispensable et même primordial de les identifier et de les combattre, ne constituent rien de moins que des ennemis intérieurs qui sont à certains égards encore plus dangereux pour elle. C'est, comme on pouvait s'y attendre, dans la deuxième catégorie, celle des ennemis de la philosophie elle-même, ou en tout cas de la « vraie » philosophie, que sont classés le plus souvent par leurs adversaires, dans la guerre des programmes, les partisans de l'*aggiornamento*, aussi modestes, raisonnables et réfléchis que puissent être les changements qu'ils suggèrent.

Une coïncidence remarquable – qui confirmerait, s'il en était besoin, que, comme le dit Serge Cospérec, « rien, dans ce domaine, n'a changé » (ni probablement, serais-je tenté, pour ma part, d'ajouter, ne changera jamais) – a voulu qu'au moment où son livre est achevé et sur le point de paraître, la guerre des programmes soit en train de connaître un nouvel épisode, dont il y a tout lieu de craindre qu'il ne ressemble fâcheusement aux précédents. Tout se passe, semble-t-il, une fois de plus comme si l'essai de réaliser un accord acceptable en principe par tout le monde sur le choix des programmes ne pouvait constituer en réalité qu'une source et un principe de division, susceptibles d'engendrer des conflits interminables et stériles pour lesquels aucune décision ne peut être entrevue. On pourrait penser à première vue qu'il s'agit d'une question qui est principalement technique et qui doit être traitée avec un minimum de pragmatisme. Mais ce n'est jamais de cette façon-là que les choses se passent. Elle est toujours discutée au contraire à peu près comme si c'étaient à chaque fois l'essence et l'existence mêmes de la philosophie qui sont en cause.

Comme le constate avec pertinence Serge Cospérec, les réponses qui s'affrontent dans la guerre des programmes portent en réalité, en pro-

fondeur, sur la solution à apporter à la crise de l'enseignement de la philosophie, confronté, d'une part, aux changements considérables qui sont intervenus dans les conditions dans lesquelles il doit désormais accepter d'être proposé s'il veut pouvoir continuer à exister et, d'autre part, à ceux qui, dans la période contemporaine, ont affecté de façon parfois spectaculaire la philosophie elle-même. Mais ce genre de questionnement, comme on pouvait s'y attendre, ne tarde généralement pas à se transformer en une interrogation encore plus principielle et fondamentale sur la nature même de la philosophie, sur le genre de besoin auquel elle répond et sur ce que l'on peut raisonnablement attendre d'elle. Wittgenstein dit que, dans les questions philosophiques, l'incertitude donne l'impression de descendre à chaque fois jusqu'à la racine. Or les questions dans lesquelles l'incertitude pourrait sembler être la plus radicale sont malheureusement aussi la plupart du temps celles dans lesquelles on peut s'attendre à n'entendre formuler pour ainsi dire que des certitudes à peu près inébranlables et où la discussion a par conséquent de fortes chances d'être remplacée rapidement par la violence et la guerre.

« La philosophie au cœur d'une guerre des programmes », tel est le titre que le journal *Le Monde* (mardi 28 mai 2019) a choisi pour caractériser la dernière occurrence de ce genre d'événement, sans oublier, comme il se doit, d'annoncer en première page l'article qui lui est consacré. Il y a au moins, dans cette importance à première vue disproportionnée qui est accordée par la presse, sinon à la chose elle-même (je veux dire, la philosophie), du moins à ce qu'elle représente du point de vue symbolique, dans un pays comme le nôtre, un élément qui devrait être considéré comme plutôt rassurant pour ses défenseurs. C'est visiblement encore un aspect sous lequel justement rien ne change. Il est vrai, malheureusement, que le réconfort qui pourrait éventuellement être tiré de cela est pour le moins relatif. Car, comme le souligne avec raison Serge Cospérec, il vaudrait sûrement mieux, pour la philosophie, réussir à se faire apprécier et respecter pour ce qu'elle est réellement que pour la raison qu'il est, en l'occurrence, plus prudent pour les pouvoirs et les autorités concernés de ménager le symbole que de s'y attaquer.

« Il m'importait, explique-t-il, que ne soient oubliés ni les faits, ni les discussions ni les acteurs de cette guerre parce qu'elle concerne des questions cruciales sur l'enseignement de la philosophie, sa réalité, ses possibles, ses impasses, sa force, ses faiblesses, son passé autant que son avenir. Je partage en effet avec les "progressistes" la conviction que la défense réactive et conservatrice de l'enseignement de philosophie est, en vérité, ce qui a le plus sûrement contribué à son affaiblissement, à l'érosion de ses horaires, à sa faillite dans les séries technologiques et à sa marginalisation dans l'institution scolaire ; au point, entend-on dire aujourd'hui dans certains cabinets ministériels, que si on ne la supprime pas, c'est uniquement parce que chaque année les sujets de philosophie

au baccalauréat font rituellement l'ouverture du journal de TF1 : le symbole est encore trop fort pour qu'on ose y toucher. » (*ibid.*, p. 24-25)

Je partage, bien entendu, moi aussi, largement la conviction, qui est attribuée par Cospérec à ceux qu'il appelle les « progressistes », que la façon réactive et conservatrice dont la philosophie a été (et continue malheureusement à être) le plus souvent défendue n'a en rien servi sa cause et contribué à améliorer sa position. À l'époque où j'étais encore capable de m'intéresser directement à ce genre de question, je pensais – et il m'est aussi arrivé d'écrire – que les philosophes, qui se plaignent constamment que leur discipline soit ignorée, méprisée et menacée de disparaître, devraient, tout compte fait, s'étonner plutôt du prestige social, culturel et médiatique au moins apparent dont elle continue à bénéficier généralement, alors qu'ils ont, d'une certaine manière, fait eux-mêmes à peu près tout ce qui était en leur pouvoir pour que l'on soit obligé de se demander s'il est réellement mérité. C'est une chose dont je me souviens d'avoir parlé fréquemment avec Bourdieu, à qui il arrivait de parler des professeurs de philosophie comme d'une « corporation sinistrée », qui, si elle avait effectivement perdu une bonne partie de son prestige, était elle-même en grande partie responsable de cette triste situation, dans laquelle, quoi que puissent penser sur ce point un bon nombre de philosophes, il ne trouvait, pour sa part, certainement rien de particulièrement réjouissant.

Aussi surprenant que cela puisse sembler aux yeux de ceux qui, encore aujourd'hui, sont enclins à le classer dans la catégorie des ennemis de la philosophie, je ne l'ai jamais considéré, pour ma part, autrement que comme un de ses défenseurs les plus convaincus. Mais il aurait pu dire justement, comme l'a fait Boltzmann et comme je suis, je l'avoue, souvent tenté de le faire moi-même : « J'honore la philosophie, je hais les philosophes. » Pour comprendre que quelqu'un puisse dire cela et que même des philosophes professionnels se sentent obligés parfois de le dire, il faut évidemment être capable de se rendre compte qu'aimer la philosophie n'oblige pas forcément à aimer les philosophes, en tout cas sûrement pas ceux que j'ai proposés il y a longtemps<sup>1</sup>, en m'inspirant de Lichtenberg, d'appeler les « philosofficiers » ou les « philosofficiels », et qu'il peut même être nécessaire de la défendre parfois ouvertement contre ses défenseurs supposés. On pourrait dire aussi que défendre la philosophie n'oblige aucunement à défendre l'idéologie professionnelle qui est acceptée et partagée à peu près littéralement comme un dogme par la plupart des enseignants de la discipline.

Le moins que l'on puisse dire, hélas, est que l'aptitude à reconnaître les vrais défenseurs et les vrais amis de celle-ci et de son enseignement ne constitue certainement pas non plus un des points forts de la corpo-

---

1. Sur ce point, v. Jacques Bouveresse, *Le Philosophe et le réel*, Entretiens avec Jean-Jacques Rosat, Hachette Littératures, 1998.

ration philosophique. Comme le livre de Cospérec nous le rappelle de façon douloureuse, mais au plus haut point salutaire, c'est même une faiblesse, pour ne pas dire, une infirmité, qui se révèle à chaque fois de façon désolante dans les périodes de guerre interne implicite ou déclarée, notamment à propos des programmes. L'auteur a eu entièrement raison de penser qu'il était indispensable et urgent de mettre fin à ce qu'il appelle l'« amnésie historique », et cela d'autant plus qu'elle n'a même pas l'excuse de l'éloignement des événements dans le temps, puisque le souvenir de certains des épisodes les plus récents et en même temps les plus révélateurs a apparemment disparu, lui aussi, à peu près complètement et que, manifestement, aucune conséquence n'a été tirée de ce qui s'est passé pendant la période d'une trentaine d'années à laquelle est consacré le livre.

Il est vrai que ce que Karl Kraus a dit de l'Autriche, à savoir qu'elle était un pays où on ne tire pas de conséquences, pourrait sans doute s'appliquer avec encore plus de justesse à la philosophie, qui est un pays où l'on est, semble-t-il, encore moins disposé à le faire. Je ne peux donc que rendre hommage à Cospérec pour l'énergie avec laquelle il a défendu dans son livre l'idée qu'il n'y aura pas de solution à attendre ni d'amélioration à espérer, pour l'enseignement de la philosophie, tant que l'on n'aura pas fait un sérieux effort de mémoire et consenti à apprendre réellement quelque chose d'une histoire qui risque sans cela de se répéter à peu près indéfiniment.

Une chose que j'aurais sans doute dû commencer par dire à propos de ce livre est qu'en acceptant de le préfacer, j'ai choisi de transgresser une règle que je m'étais fixée depuis longtemps et que j'avais réussi jusqu'à présent à respecter de façon stricte, à savoir celle de ne plus jamais intervenir de façon explicite et directe sur le genre de question qui y est traité. Ceux qui n'ont pas oublié tout à fait l'histoire que raconte l'auteur, et en particulier celle de la façon dont a été reçu par le milieu philosophique le rapport qu'une Commission coprésidée par Derrida et moi-même avait rédigé en 1989, à la demande du ministère de l'Éducation nationale, dans un esprit qui relevait justement, de façon typique, de ce que Cospérec appelle l'option et l'orientation « progressistes », sur l'enseignement de la philosophie et sur le genre de réformes qu'il pouvait sembler souhaitable d'y effectuer, ne seront sans doute pas surpris que j'aie pris, à peu près immédiatement, une résolution de cette sorte.

Je me suis rendu compte, en lisant la biographie de Derrida par Benoît Peeters, que lui aussi avait apparemment pris une décision du même genre que la mienne, mais dont je ne sais pas jusqu'à quel point il est parvenu à la tenir réellement, car il était, sur des questions comme celles dont il s'agit, évidemment beaucoup plus sollicité et également plus tenté de continuer à intervenir que je ne risquais de l'être moi-même. Il avait été aussi, à coup sûr, plus surpris et choqué que je ne

pouvais l'être par l'hostilité que le rapport a suscitée, de façon manifestement beaucoup plus instinctive que véritablement réfléchie, chez les enseignants de philosophie et par la violence des attaques qui ont été formulées contre ses auteurs. Je me faisais en effet depuis longtemps une idée nettement moins ambitieuse et, je crois, sensiblement plus réaliste que la sienne aussi bien de ce que la philosophie peut apporter à ceux à qui elle est enseignée que de ce à quoi on peut s'attendre généralement de la part de ceux qui la représentent.

« Une pétition opposée au rapport, écrit Benoît Peeters à propos de la façon dont les choses se sont passées, recueille mille deux cents signatures. Le 18 octobre 1990, une séance particulièrement houleuse se tient à l'amphithéâtre Poincaré, rue Descartes. Les professeurs présents se battent contre le contenu du rapport, mais aussi contre Derrida lui-même avec des attaques très agressives. Catherine Malabou se souvient de ces moments difficiles : « La Société française de philosophie et l'Association française des professeurs de philosophie ont été les pires détracteurs du projet, ce qui a finalement conduit à sa mise au placard. Jacques savait qu'il avait beaucoup d'ennemis à l'Inspection générale, mais il n'a pas compris pourquoi les professeurs de philosophie refusaient de relativiser la dissertation et d'envisager l'extension de la philosophie aux classes de seconde et de première. Comme un syndicaliste lâché par sa base, il s'est battu pour des gens qui ne l'ont nullement soutenu. Après ce rapport, il était écœuré et bien décidé à ne plus s'occuper de ce genre de chose. »<sup>2</sup> »

Je n'ai su quelque chose de la séance en question qu'après coup et de façon indirecte, car j'avais, si je me souviens bien, des obligations à remplir à l'Université de Genève ce jour-là et me trouvais de ce fait (par bonheur, oserais-je dire) dans l'impossibilité d'y participer. Mais ce que j'en ai su était à peu près sans surprise et sûrement pas de nature à améliorer l'opinion que je m'étais faite depuis un certain temps déjà sur les adversaires auxquels nous allions, de façon à peu près inévitable, nous trouver confrontés et sur les méthodes pour le moins peu scrupuleuses que nous pouvions nous attendre à les voir utiliser contre nous. Autant dire que ce qui s'est passé pouvait, bien entendu, encore moins contribuer à me rendre plus optimiste sur le genre d'avenir qui était promis, à peu près depuis le début, à notre rapport.

Le récit que Cospérec nous donne de la façon peu glorieuse (pour dire les choses en termes modérés) dont ce rapport, une fois rendu public, a été contesté et combattu avec une agressivité dont il est difficile à présent de se faire une idée, « mis au placard » et presque immédiatement oublié est suffisamment précis et détaillé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'ajouter grand-chose. En lisant le chapitre qui est consacré dans le livre à cet épisode, j'ai été néanmoins, je l'avoue, véritablement sidéré et consterné, car j'avais (heureusement) oublié quelque peu le degré véritablement effarant de bêtise, de mauvaise foi, de malveillance

2. Benoît Peeters, *Derrida*, 2<sup>e</sup> édition revue et corrigée, Flammarion, 2010, p. 502.

et de malhonnêteté à la fois intellectuelle et morale auquel les membres de la communauté philosophique sont capables de descendre dans certaines circonstances. J'ai eu l'occasion de vérifier plus que jamais, au cours des événements en question, une chose que j'avais commencé à penser très tôt et que je dis souvent, à savoir que les mœurs qui règnent dans le monde philosophique ressemblent trop souvent à peu près au contraire exact de ce qu'elles sembleraient devoir être, autrement dit, à des mœurs de voyous pures et simples. C'est une chose qui, qu'on le veuille ou non, est tout de même assez fâcheuse et pose un problème réel dans la mesure où il est question ici de gens qui sont convaincus que la philosophie ne peut qu'améliorer de façon essentielle la façon de penser et d'agir de ceux qui la pratiquent et que c'est précisément la raison pour laquelle il est absolument indispensable qu'elle soit enseignée à tout le monde.

J'ai plutôt tendance, sur ce point, à partager la méfiance et le réalisme de Nietzsche. « D'une façon générale, écrit-il, je ne crois pas que les philosophies sont dangereuses. Les hommes sont comme ils sont – à quoi bon parler plus clairement – et ont besoin de leurs petits costumes et de masques pour être quand même beaux lorsqu'ils se présentent : les philosophies font partie de ces masques »<sup>3</sup>. On comprend aisément pourquoi l'auteur de ces lignes prend soin de préciser que cette affirmation n'est valable que « de façon générale », car il était certainement convaincu, pour sa part, au plus haut point du caractère dangereux et même véritablement explosif de sa propre philosophie. Mais il avait en tout cas raison, me semble-t-il, de souligner que les philosophes se construisent la plupart du temps une idée considérablement exagérée du danger réel que leur discipline est susceptible de représenter et font preuve d'une naïveté singulière quand ils disent et répètent que c'est essentiellement à cause de la menace qu'elle constitue et de la peur qu'elle suscite, en particulier chez tous les représentants réels ou supposés du pouvoir et de l'ordre établi, qu'elle a des ennemis aussi nombreux et déterminés, contre lesquels elle est forcée en permanence de se défendre.

Pas plus qu'on ne peut reprocher aux hommes d'être comme ils sont, on ne peut, bien entendu, reprocher aux philosophes d'être, eux aussi, comme ils sont et d'être peut-être rendus, au moins dans certains cas, plus présentables, mais certainement pas pour autant meilleurs, par la philosophie en général, et en particulier par celle qu'ils professent et sont censés pratiquer. Mais ce qu'on est en droit de leur demander est justement, me semble-t-il, d'être capables au moins de reconnaître cela et d'en tirer quelques conséquences, notamment quand ils sont à la recherche d'arguments qui soient, autant que possible, un peu plus sé-

3. Friedrich Nietzsche, *Fragments posthumes*, Printemps-automne 1884, textes établis et annotés par Giorgio Colli et Mazzino Montinari, traduits de l'allemand par Jean Launay, Gallimard, 1982, p. 294-295.

rieux que ceux dont on se contente la plupart du temps pour défendre l'enseignement de la philosophie.

Il faudrait, cela va sans dire, être beaucoup plus optimiste que je ne le suis pour oser croire que certains des acteurs qui ont joué un rôle significatif dans les réactions et les affrontements de nature quasiment guerrière qui ont été déclenchés par la publication du rapport, éprouveront, si par hasard ils avaient la curiosité (et l'honnêteté) de lire le livre de Cospérec, au moins un certain sentiment de gêne. Nous en sommes visiblement arrivés à un stade où, comme le dit Kraus, non seulement le ridicule ne tue plus, mais il est même devenu un élixir de vie et, pour ce qui est de la honte, elle ne peut sûrement pas le faire non plus, car il faudrait pour cela au moins qu'elle existe. On pourrait très bien, à propos du livre de Cospérec, évoquer ce que j'ai appelé la pratique de « la citation qui tue », que Kraus a utilisée de façon véritablement dévastatrice. Certaines des choses qui ont pu être dites au cours des événements dont je parle étaient, en effet, tellement absurdes, mensongères et parfois déshonorantes pour leurs auteurs (je pense ici en particulier aux propos qui ont été tenus au cours de la séance incroyable du 18 octobre 1990) que les intéressés, s'ils sont encore là pour les lire, pourraient bien être tentés à présent, en le faisant, de se dire qu'elles ont été tout simplement inventées. « Mais si je la cite, écrit Kraus, à propos d'Alice Schalek, la correspondante de guerre de la *Neue Freie Presse* pendant la Première Guerre mondiale, on croit que j'ai falsifié le texte »<sup>4</sup>. C'est aussi probablement ce que les lecteurs du livre de Cospérec pourraient être tentés de croire à certains moments. Mais malheureusement ils auraient tort et la documentation qui y est fournie devrait justement constituer un matériau extrêmement précieux pour la réflexion, à moins, bien sûr, que l'oubli volontaire et l'incapacité de tirer des conséquences quelconques de ce qui s'est passé et de ce que l'on a dit et fait (ou laissé faire) ne soient devenus décidément une règle fondamentale dans le monde philosophique.

Les remous qui ont été provoqués par le rapport de la Commission et qui avaient, du reste, commencé à se manifester déjà, en quelque sorte de façon « préventive », avant même que l'on sache quoi que ce soit sur ce qu'allait être le contenu dudit rapport, me font songer une fois de plus à Nietzsche et à une remarque particulièrement éclairante qu'il fait à propos des attaques qui ont été dirigées contre lui et qui, faute de pouvoir critiquer sérieusement sa philosophie, faisaient le choix de s'en prendre essentiellement à l'auteur de celle-ci : « J'ai, chez mes critiques, souvent eu l'impression de la canaille : non pas ce qu'on dit, mais que je le dise et comment moi précisément j'en suis arrivé à dire cela – c'est, semble-t-il, la seule chose qui les intéresse, une façon de se montrer envahissants qu'ont les chiens, contre laquelle on a en pratique comme

4. Karl Kraus, „Der tragische Karneval“, *Die Fackel*, n° 426-430, juin 1916, p. 35.



réponse le coup de pied. On me juge pour n'avoir rien à faire avec mon œuvre : on explique la genèse de celle-ci – du même coup on estime que l'on en a suffisamment fini avec elle »<sup>5</sup>. C'est précisément de cette façon que les choses se sont passées, pour une part essentielle, avec notre rapport. Ce n'est visiblement pas son contenu qu'il s'agissait, pour les critiques, de juger en premier lieu, mais ses auteurs et les intentions que l'on se croyait autorisé à leur attribuer, la plupart du temps au mépris de la vérité la plus élémentaire et même de la simple vraisemblance. Le plus important n'était pas ce que l'on savait ou en tout cas croyait savoir du rapport, mais ce que l'on croyait savoir des auteurs et des buts qu'ils (et à travers eux le pouvoir, dont ils étaient censés être les exécutants) poursuivaient.

Il m'est revenu aux oreilles, au cours de cette période, qu'un bruit qui courait chez les professeurs de philosophie du secondaire était que Derrida avait été choisi pour présider la Commission dans le but de faire disparaître plus ou moins des programmes l'enseignement de la métaphysique et moi-même dans celui de faire la même chose pour l'enseignement de l'épistémologie française (on peut être certain que, dans des circonstances comme celles dont il s'agit, le réflexe nationaliste ne manquera pas d'être, lui aussi, présent au rendez-vous). Je n'ai pas été étonné de cela et je ne l'ai pas été non plus quand un philosophe pour lequel j'éprouvais de l'estime et de l'amitié m'a confessé qu'il avait signé la pétition contre le rapport sans avoir lu celui-ci. Il n'était sûrement pas le seul à s'être comporté de cette façon et il m'arrive souvent, quand on m'interroge sur la manière dont les choses se sont passées réellement, de dire que choisir, pour présider la commission deux philosophes comme Derrida et moi-même revenait à peu de chose près à agiter deux chiffons rouges devant un taureau prêt à foncer. À quoi il faut ajouter encore le fait aggravant que c'est en réponse à une demande personnelle de Bourdieu que nous avons accepté l'un et l'autre d'assumer cette fonction.

Étant donné le genre d'auteurs et de questions sur lesquels je travaillais à l'époque, j'avais évidemment de bonnes raisons de m'attendre à être considéré comme quelqu'un qui ne pouvait vouloir en fin de compte rien d'autre que l'abaissement et même la destruction pure et simple de la philosophie. Mais je dois avouer que je me suis senti sincèrement peiné et humilié pour Derrida quand lui et moi avons été traités par certains de nos interlocuteurs, en particulier les représentants de l'Inspection générale et les professeurs de khâgne, à peu près comme des élèves de l'école primaire auxquels l'instituteur doit expliquer avec patience le B et A BA d'une question dont ils ignorent pour ainsi dire tout, la question étant en l'occurrence celle de la façon dont doit être conçu et organisé l'enseignement de la philosophie dans le secondaire

---

5. Friedrich Nietzsche, eKGBW, *Digitale Kritische Gesamtausgabe Werke und Briefe*, NF-1887, 10[20].

(et en général). Quand on songe aux efforts que Derrida avait déployés avec constance non seulement pour la préservation, mais également pour l'extension et le développement de celui-ci, il est tout simplement ahurissant et également révoltant d'être obligé de constater qu'il en est venu à être traité, lui aussi, comme un de ses ennemis les plus pervers et les plus dangereux par ceux qui se considéraient comme ses seuls défenseurs autorisés et compétents.

Cela devient certainement plus explicable si, comme le dit Nietzsche à propos de son propre cas, c'est moins de ce que disait Derrida ou de ce qui était dit dans notre rapport que du fait que c'était nous qui le disions qu'il était question en l'occurrence. Mais que l'on se soit senti obligé d'utiliser ce moyen pour en finir à bon compte avec le rapport lui-même, signifie justement que ce n'étaient pas seulement ses rédacteurs qui étaient inacceptables. Un bon nombre de choses dans son contenu l'étaient aussi au plus haut point et continuent probablement encore aujourd'hui à l'être plus ou moins. Sur les raisons pour lesquelles elles le sont et sur la façon dont cela se traduit dans les faits, je ne peux faire mieux que de renvoyer au livre de Cospérec, qui dit à ce sujet réellement tout ce qu'il y a à dire et le fait beaucoup mieux que je ne pourrais le faire.

Il a été question récemment du rapport que nous avons rédigé en 1989 dans un article de Frédéric Le Plaine, l'actuel président de l'Acireph, qui a été publié dans le numéro de *Libération* du 14 juin 2019 (p. 25). L'auteur y fait allusion à propos de ce qu'il caractérise (avec raison) comme « une mascarade de justice scolaire » qui dure depuis des décennies et qui n'est sûrement pas près de se terminer :

« Pourtant les solutions existent depuis trente ans. En 1989, Bouveresse et Derrida, deux philosophes que tout opposait, cosignaient un rapport sur l'enseignement de la philosophie, lucide dans son diagnostic, mesuré dans ses propositions : sortir la philosophie de son enfermement en terminale, transformer les épreuves du baccalauréat, et surtout assumer les règles d'un véritable programme, limité, précis et tournant, qui dise clairement ce que les élèves doivent apprendre, et ce sur quoi on peut les évaluer. Ce rapport fut rapidement enterré par une partie de la profession, élitiste et conservatrice, convaincue que la philosophie ne peut pas mieux s'enseigner qu'elle ne l'est, et que la dissertation (un exercice conçu quand 5 % d'une classe d'âge faisait de la philosophie) est l'alpha et l'oméga de toute pensée digne de ce nom. Trente ans plus tard, rien n'a changé : alors que la philosophie n'a jamais touché autant d'élèves – la moitié d'une classe d'âge – cette chance historique est chaque année perdue. Le conservatisme le plus borné refuse d'entendre la nécessité pour l'enseignement de la philosophie de se transformer, d'assumer sa démocratisation, d'être formateur pour tous les élèves qui lui sont confiés, comme ils sont. »

Je crois, en effet, que rien ou à peu près rien n'a changé, ni dans les réponses ni dans la façon de poser les questions. Il se peut que Frédéric

Le Plaine fasse au rapport un honneur plus grand que celui qu'il méritait réellement (je ne crois pas personnellement qu'il fournissait à proprement parler des solutions, mais il avait au moins l'intérêt d'indiquer clairement des directions dans lesquelles on pourrait les chercher et avoir une chance de réussir à les trouver). Je reste persuadé, de toute façon, que les propositions qu'il contenait ne relevaient, pour l'essentiel, que du simple bon sens et ne comportaient par conséquent absolument rien de subversif et de dangereux pour la philosophie et son enseignement, sauf bien entendu pour ceux qui sont incapables de distinguer ce qu'ils sont ou éventuellement pourraient être de l'idée qu'ils se font, pour leur part, de ce qu'ils sont et doivent à leurs yeux à tout prix rester.

C'est à peu près ce que m'a dit, au sujet de notre rapport, Canguilhem, dans un échange qui constitue un des rares bons souvenirs que j'ai gardés de cette période. Il aurait été, de toute évidence, particulièrement gratifiant, pour les auteurs de la pétition qui avait été dirigée contre notre rapport et approuvée, semble-t-il, par la majorité des enseignants de philosophie, d'obtenir également la signature d'un philosophe disposant d'une autorité comme la sienne. Mais il me raconta qu'il avait refusé de signer la pétition et trouvait tout à fait sensées et raisonnables les analyses et les suggestions qui étaient formulées dans le rapport. J'ai apprécié comme il se doit sur le moment, je l'avoue, l'ironie supplémentaire que l'on pouvait percevoir dans le fait que cette appréciation provenait de quelqu'un qui, avant de devenir un universitaire éminent, avait exercé lui-même les fonctions d'Inspecteur général de philosophie.

Je ne suis pas certain, je le confesse avec une certaine hésitation, qu'il faille accepter absolument comme une évidence qui ne se discute pas l'idée que la philosophie doit à tout prix être enseignée à tout le monde. Mais ce qui, en revanche, me semble indiscutable, est que, si on veut qu'elle puisse l'être et le soit effectivement, il faut, comme l'affirme avec raison Frédéric Le Plaine, accepter la nécessité pour son enseignement de se transformer et même probablement de se transformer sérieusement. Je n'ai évidemment pas l'intention de me lancer ici dans une discussion approfondie ni même dans une discussion quelconque sur la question de savoir si la philosophie peut ou non être réellement utile et même nécessaire à tout le monde et doit pour cette raison être rendue également accessible à tout le monde. Si j'ai évoqué cette question, c'est parce que je partage largement la réserve que Nietzsche manifeste à l'égard de ce qu'il appelle « la réclame académique en faveur de la philosophie » et que je suis, comme lui, fortement indisposé par le ton de la prédication qu'elle adopte généralement et le genre de prosélytisme qu'elle manifeste :

« Je ne veux engager personne à se mettre à la philosophie : il est inévitable, il est peut-être également souhaitable, que le philosophe soit une plante *rare*. Rien ne m'est plus odieux que la réclame académique en faveur de la philosophie, comme chez Sénèque ou même Cicéron. La philo-

sophie a peu à faire avec la vertu. Qu'on me permette de dire que même l'homme de science est quelque chose de fondamentalement différent du philosophe. »<sup>6</sup>

Il ne faut évidemment pas confondre la question de savoir si tout le monde peut ou non tirer un certain profit, direct ou indirect, d'un enseignement reçu en philosophie avec celle, bien différente, de savoir si tout le monde peut ou non, au moins en théorie, devenir philosophe (il est après tout possible que le philosophe soit condamné par nature, comme le dit Nietzsche, à rester une plante rare). Or il devrait aller de soi que c'est de la première, et non de la deuxième question, que nous sommes en train de parler. Mais c'est justement une question qui se pose bel et bien et il n'est pas nécessaire d'être inspiré par des intentions plus ou moins malveillantes à l'égard de la philosophie pour avoir des doutes sérieux sur la possibilité de lui donner une réponse franchement positive. De nombreux enseignants de philosophie ont exprimé leur déception sur ce point et en sont même arrivés parfois à affirmer que l'enseignement de la philosophie, tel qu'il est conçu et dispensé en terminale, n'était tout simplement d'aucune utilité réelle pour ceux à qui il s'adresse. C'est ce que conclut, par exemple, Clément Rosset :

« Quand les élèves entrent en philo chez nous, ils sont beaucoup plus malins qu'en en sortant parce que, quand ils entrent en philosophie, ils n'ont pas beaucoup d'idées, ils n'en ont pas trop besoin ; et quand ils en sortent, ils ont la tête remplie d'idées absurdes auxquelles ils croient dur comme fer. Et pour un grand nombre d'entre eux il vaudrait beaucoup mieux qu'ils ne fassent pas de philo ; ils en sortiraient moins abêtis ! »<sup>7</sup>

Je ne pense pas qu'il faille aller jusque-là, mais je ne crois pas non plus que ce soit par simple goût de la provocation qu'un philosophe de métier peut en arriver à dire des choses de ce genre et assumer ainsi en quelque sorte délibérément ce que certains appelleraient la position de l'oiseau qui souille son propre nid. Un autre exemple auquel on peut songer est celui de Maurice T. Maschino qui, après avoir entretenu de grands espoirs sur les promesses que comportent l'enseignement de la philosophie et les bienfaits que l'on peut attendre de lui, en est arrivé, sur ce point, à une forme de désillusion particulièrement radicale, qu'il a exprimée dans un livre intitulé *Oubliez les philosophes !*, dont il est significatif qu'il n'ait pas pu être publié en France et l'ait été pour cette raison en Belgique. On y trouve notamment le constat suivant :

« Il est urgent [...] de parler net à des jeunes gens qui entrent en terminale : excepté une minorité, la plupart ne tirent aucun profit des cours de philo.

Confrontés à des textes abscons qu'ils ne comprennent pas, beaucoup se découragent, culpabilisent ou se referment et, face aux spéculations

6. Friedrich Nietzsche, *Fragments posthumes*, Printemps-automne 1884, p. 300.

7. Clément Rosset, *Esquisse biographique*, Entretiens avec Santiago Espinosa, Les Belles Lettres, collection « Encre marine », 2017, p. 111.

les plus farfelues, n'osent ni s'étonner ni objecter. D'autres suent sang et eau pour "entrer", comme on les y pousse, dans la pensée de l'auteur, s'y prennent comme dans un piège et, après quelques mois de dressage, adhèrent sans la moindre distance critique aux lubies du gourou que leur prof a élu : ils sont platoniciens, cartésiens, kantien...

Leur suggérer que "les maîtres-penseurs" ne sont pas des maîtres de vérité, qu'eux aussi se trompent, préjugent, fabulent et disent éventuellement n'importe quoi, me paraît à la fois nécessaire et salutaire. »<sup>8</sup>

Il ne faut évidemment pas se méprendre sur ce dont il est question ici. Contrairement à ce que l'on pourrait être tenté de croire, le passage cité ne contient certainement rien de tel qu'une condamnation de l'enseignement de la philosophie en terminale, considéré en tant que tel et jugé intrinsèquement dépourvu de toute espèce d'utilité pour ceux à qui il s'adresse, et pas non plus une invitation à cesser une fois pour toutes de le défendre et à envisager plutôt comme une chose qui n'a rien de catastrophique et pourrait même être souhaitable sa disparition pure et simple. Ce qu'il dit est seulement que cet enseignement, tel qu'il est conçu et organisé, se révèle dans les faits sans aucune utilité réelle pour la majorité des élèves. Et ce qu'il demande est que l'on dise clairement et honnêtement la vérité à ceux à qui on l'enseigne sur ce que l'on peut demander réellement à la philosophie et obtenir d'elle, au lieu de créer et d'entretenir dans leur esprit des illusions qui ne sont en réalité pas du tout nécessaires et au contraire positivement néfastes, aussi bien pour elle-même que pour eux, sur des possibilités qu'elle ne possède pas, des prétentions qu'elle ne peut réellement justifier et des ambitions qu'elle ne peut espérer réaliser.

En d'autres termes, dans toute discussion sérieuse sur les problèmes de cette sorte, il est essentiel de commencer par choisir clairement entre deux options possibles : celle qui consiste à juger que l'enseignement de la philosophie en terminale est inutile et que c'est la raison pour laquelle il pourrait aussi bien être supprimé, et celle qui consiste à soutenir au contraire que c'est, pour une part essentielle, à cause de la façon insatisfaisante et inappropriée dont la philosophie est enseignée en terminale que la plupart de ceux qui le reçoivent sont à peu près incapables d'en tirer un profit quelconque. Quand quelqu'un qui est lui-même un philosophe de formation et de profession lance un appel à « oublier les philosophes », il ne faut donc pas commettre d'erreur sur ceux qu'il est question d'oublier au juste et pour quelle raison. Maschino explique que là où il avait cru, dans sa jeunesse, trouver des penseurs, il n'a guère perçu finalement, en regardant les choses de plus près, que des paltoquets, qui, au lieu de servir, comme ils le prétendent, la philosophie, se servent en réalité d'elle et du prestige qu'elle confère à ceux qui la représentent pour leur propre gloire :

---

8. Maurice T. Maschino, *Oubliez les philosophes !*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2001, p. 27.

« Un philosophe s'occupe de philosophie. Ceux-là se préoccupent d'abord d'eux-mêmes. De leur image. De leur prestige à l'étranger et, par ricochet, en France. De leur poids social.

Un philosophe sert la philosophie. Ceux-là s'en servent. Comme marchepied. Ou faire-valoir. Telles ces coquettes qui, pour se faire remarquer, utilisent force cosmétiques, fonds de teint, poudres coloriantes et enjolivantes, paillettes, plumes (de paon, évidemment). Ils se parent du titre de philosophe, s'appliquent un zeste de Descartes, s'enduisent d'un rien de Locke ou de Hume, se fixent une mouche de Kant ou se saupoudrent de Hegel, se barbouillent de formules scientifiques auxquelles ils ne comprennent rien [...] et, si l'occasion se présente, n'hésitent pas – c'est même indispensable pour être au goût du jour : intimiste et convivial – à ouvrir aux gazetiers les portes de leur vie privée. Philosophie-spectacle. Et spectacle de mauvais goût » (*Oubliez les philosophes !*, p. 13).

Je suis tout à fait d'accord avec Maschino (et Nietzsche) pour estimer qu'il vaudrait mieux, autant que possible, dans le cas de la philosophie, ne pas confondre le costume et les ornements avec la réalité qu'ils habillent. Je ne vois par conséquent, comme l'auteur d'*Oubliez les philosophes !*, aucune raison sérieuse de se réjouir du fait que l'art de faire le beau grâce à la philosophie ait atteint à présent un tel degré de perfection et d'efficacité. Comme il le constate : « La philosophie est à la mode et ses grands-prêtres à l'honneur [...] ils sont en passe de devenir sinon les rois, du moins les vice-rois de la cité » (*ibid.*, p. 12). Cette réalité-là est évidemment, elle aussi, de la même façon que la place particulière qui est accordée à la philosophie dans l'enseignement secondaire, une exception française que le monde entier est censé nous envier et à propos de laquelle les esprits chagrins qui pourraient être tentés d'exprimer des doutes et même des inquiétudes sont avertis que c'est justement le genre de chose qui ne se fait pas.

Il ne devrait cependant pas être nécessaire de préciser que les philosophes auxquels je pensais en écrivant cette préface ne sont justement pas ceux auxquels Maschino fait allusion et que l'on peut effectivement oublier sans risquer de perdre grand-chose, mais plutôt ceux dont il faut au contraire se souvenir et auxquels il convient de rendre hommage parce qu'ils se comportent, pour leur part, comme de véritables serviteurs consciencieux, désintéressés et modestes de la philosophie. C'est dans cette catégorie qu'il faut, en effet, selon moi, classer l'auteur de ce livre et tous ceux qui, avec lui, militent depuis des années, dans des conditions difficiles et avec des espérances de succès qui semblent rester malheureusement à peu près toujours aussi minces, pour la réforme de l'enseignement de la philosophie et du même coup, indirectement, pour la philosophie elle-même, dont ils peuvent être considérés comme des défenseurs bien plus réels et plus actifs que les adversaires auxquels ils se heurtent la plupart du temps.

Je n'ai donc pas non plus besoin, je l'espère, de souligner à quel point je me sens proche d'eux et solidaire du combat qu'ils mènent, sans se

laisser décourager par l'importance des obstacles et la force des résistances. Comme je l'ai dit, l'idée que la philosophie peut être rendue, par l'enseignement, à la fois accessible et utile à tout le monde relève, à mes yeux, bien plus du pari audacieux que de la certitude dogmatique à laquelle elle ressemble généralement beaucoup plus qu'il ne le faudrait chez ceux dont le métier est de l'enseigner. C'est assurément un pari que l'on peut faire et qui mérite le respect et la sympathie. Mais si on le fait, il faudrait au moins, pour être pris au sérieux, essayer, comme le proposent précisément les « progressistes » dont il est question dans ce livre, de se donner des chances un peu plus réelles de le gagner.

Jacques Bouveresse